

## DE LA PAUVRETÉ À LA RÉCUPÉRATION DE DÉCHETS. LA COLLECTE INFORMELLE À BUENOS AIRES, ARGENTINE (2002-2015)

MARIANO D. PERELMAN

UNIVERSIDAD DE BUENOS AIRES / CONSEJO NACIONAL DE INVESTIGACIONES CIENTÍFICAS Y TÉCNICAS (CONICET)

VERÓNICA V. PURICELLI

CONSEJO NACIONAL DE INVESTIGACIONES CIENTÍFICAS Y TÉCNICAS (CONICET)

mdperelman@gmail.com ; marsupell@hotmail.com

Traduit de l'espagnol par Benoist Defoix

Citation: Perelman, Mariano D. et Verónica V. Puricelli (2024) “De la pauvreté à la récupération de déchets. La collecte informelle à Buenos Aires, Argentine (2002-2015)”, in Sylvie Chraïbi et Michele Pordeus Ribeiro (éds.) *Dire la pauvreté : situer, signifier, imaginer*, *mediAzioni* 40: A7-A46, <https://doi.org/10.6092/issn.1974-4382/19255>, ISSN 1974-4382.

**Abstract:** In Argentina, after the economic, social, and institutional 2001 crisis, there was a substantial rise in the number of people informally collecting and selling recyclable waste. This activity had been ongoing for a long time, but the significant increase brought attention to an activity previously regarded as unlawful and illicit. From then on, even with discontinuities and drifts, a clear trend was consolidated towards the incorporation of informal collectors (colloquially called cartoneros/as) in public solid waste management systems, which implies, among other factors, a significant improvement in their working conditions. This article examines the establishment of the waste collection circuit over time and how its various regulations have impacted the work processes of *cartoneros*. It also explores the political and social organizations developed by the collectors, enabling them to negotiate and dispute the terms of this implementation. From our analysis, we suggest that a progression from poverty to recovery occurred, despite poverty remaining a fundamental aspect of the activity.

**Keywords:** informal collection; Buenos Aires; poverty; crisis; exclusion; waste recovery.

## 1. Introduction

La collecte informelle – ou non formelle – de déchets s’est généralisée dans l’Aire métropolitaine de Buenos Aires (AMBA) durant les premières années de la décennie 2000, en particulier après la crise de 2001 et la dévaluation de la monnaie début 2002.

Trois ans auparavant, l’économie argentine commençait à se contracter, de sorte que le nombre de pauvres et d’indigents ne cessait d’augmenter. En octobre 1999, presque 19 % des foyers et 26,7 % des personnes étaient pauvres, tandis qu’en octobre 2002 ces chiffres ont augmenté pour atteindre respectivement plus de 42 % et 54 %<sup>1</sup>. Cette période a représenté la fin d’un long chemin menant vers la libéralisation de l’économie emprunté par les gouvernements de Carlos Menem (1989-1999) et De La Rúa (1999-2001), qui ont appliqué les principaux aspects du « consensus de Washington ». C’est dans ce contexte que l’on a commencé à faire la différence entre ceux qui vivaient depuis des années dans la pauvreté (appelés « pauvres structurels ») et ceux qui, même s’ils n’arrivaient pas à satisfaire leurs besoins élémentaires, comptaient sur d’autres ressources pour vivre (les « nouveaux pauvres »).

En décembre 2001, la crise a finalement éclaté. Le 20 décembre, après de massives mobilisations et une forte répression policière, le président de la Nation, Fernando De La Rúa, a démissionné. Quelques mois plus tard, et après dix ans, la convertibilité (équivalence par la loi du peso argentin et du dollar étasunien) arrivait à sa fin. Le découplage de ces deux monnaies a donné lieu à une forte dévaluation du peso argentin qui s’est répercutée sur les prix.

Si déjà durant cette période l’accès au marché du travail ne garantissait pas de vivre « hors de la pauvreté » (Perelman 2021), la paupérisation et la précarisation sociale ont conduit des milliers de personnes à se retrouver sans solution pour obtenir des ressources suffisantes pour vivre. Par conséquent, un nombre croissant de personnes se sont mises à récupérer dans les ordures différents types de matériaux et d’objets pour les réutiliser, les vendre ou les consommer.

Les raisons qui expliquent l’augmentation particulière de cette activité sont multiples. Certains auteurs ont souligné que ce travail requiert un faible investissement de capital et un bas niveau de qualification, raison pour laquelle il est relativement simple de s’y consacrer (Aimetta 2009 ; Fajn 2002). D’autres auteurs ont mis en évidence la brusque dévaluation du peso argentin qui a généré de fortes augmentations du prix des matériaux recyclables du fait que leur cours se négociait toujours en dollars. Des matériaux comme le papier, le carton, le verre, le métal et le plastique ont vu leur prix fortement augmenter ; ainsi, par exemple, quelques mois après la dévaluation, le prix du papier a augmenté de 5 à 40 centimes le kilo, alors que des matériaux comme le bronze et l’aluminium ont vu leur valeur augmenter de 160 % (Dimarco 2005).

<sup>1</sup> Source : INDEC (Instituto Nacional de Estadística y Censos, Argentine), <https://www.indec.gob.ar/indec/web/Institucional-Indec-InformacionDeArchivo-2> (consulté le 01/03/2022).

Notre objectif, dans cet article, est de décrire la façon dont le circuit de collecte des déchets s'est produit, le rôle qu'ont joué les récupérateurs urbains dans ce circuit et le processus par lequel il est devenu plus central dans l'agenda public.

La description de ce processus nécessite quelques remarques. D'abord, il est important de souligner le caractère processuel du circuit de collecte : si le tri des matériaux des déchets est aussi ancien que la ville elle-même (Perelman 2012), l'augmentation de cette activité a généré une série de transformations qui ont modifié la façon dont la collecte se déroulait jusque-là. Ce nouveau circuit s'est donc doté de nouveaux acteurs, dont les récupérateurs urbains (Maldovan Bonelli 2014 ; Perelman 2016 ; Carenzo 2020). De plus, dans ce contexte, de nouveaux discours ont commencé à circuler autour de l'activité de collecte, de même qu'au sujet des ordures en tant que telles. Enfin, notre point de vue appelle une mise en garde, car, si le chômage a été une condition importante dans l'augmentation du nombre de collecteurs, il n'explique pas tout.

En effet, la « pauvreté » n'explique pas, à elle seule, l'apparition massive de collecteurs : d'une part, car, étant donné les *tabous* moraux au sujet des ordures, tout « chômeur » ne voyait pas, dans la collecte, une façon légitime de gagner sa vie (Perelman 2011) ; d'autre part, parce que, entre 2001 et 2002, se sont rejoints – au moins – deux types de crise : celle du chômage et celle de l'environnement. Cette conjonction de facteurs a permis un certain glissement du sens de l'activité de collecte de déchets devenue une activité *légitime*, vecteur d'impact positif dans les domaines environnemental, économique et social, et non plus une simple *stratégie de survie*. On a d'ailleurs constaté un important travail d'organisation de la part des collecteurs pour pouvoir réaliser ce transfert ; un travail politique qui ne peut être compris qu'à partir des expériences d'organisation préalables des secteurs populaires argentins.

Nous développerons initialement, dans cet article, la façon dont « est née » l'activité de collecte de déchets. Puis, nous présenterons les changements successifs qu'a connus la collecte urbaine et la manière dont s'est opéré le passage du *cirujeo*<sup>2</sup> à la récupération. Enfin, nous montrerons la façon dont est géré actuellement le système de recyclage, en prenant en compte le rôle qu'y occupent les récupérateurs urbains, ainsi que le processus d'inclusion des *cartoneros* dans le système de collecte.

<sup>2</sup> *Cirujeo* désigne l'activité de collecte informelle de déchets. Le terme « ciruja » vient du *lunfardo* argentin et est l'abréviation de « cirujano » (chirurgien). C'est par ce terme que l'on a appelé familièrement ceux qui retiraient avec soin les matériaux recyclables des sacs-poubelle ; il était davantage utilisé avant 2001. La désignation « recuperador urbano » (récupérateur urbain) est, quant à elle, majoritairement utilisée par les organismes publics pour se référer à cette même population, alors que le mot « cartoneros/as » est utilisé par les *cartoneros* eux-mêmes pour s'autodésigner, malgré le fait qu'elle ait été inventée par les médias de masse et qu'elle ait véhiculé pendant des années une charge péjorative. Dans cette étude, nous utiliserons les deux termes – *ciruja* et *cartonero* – de façon indifférenciée selon la période historique en question.

## 2. *Le cirujeo avant la crise*

Ce que l'on connaît comme étant la collecte informelle de déchets repose sur un long parcours dans l'histoire argentine. Malgré les différentes façons dont elle s'est développée et malgré les différents noms donnés aux personnes qui s'y sont consacrées, il existe quelques constantes autour des discours qui l'ont construite. Parmi elles, on remarque une certaine continuité entre l'activité de collecte et la pauvreté et la marginalité, ce qui donne lieu à une stigmatisation des personnes qui exercent cette activité (Sorroche 2016, 2019 ; Perelman 2011). Cette vision péjorative de la récupération – manque de travail, manque d'accès à des moyens dignes de gagner sa vie, modes de vie non désirés – n'a pas été un processus propre à la situation de l'Argentine (voir, par exemple, Lima 2021 ; Millar 2018).

Cela se manifeste dans la façon dont la collecte des déchets a été abordée au fil du temps. Dans le cas de la ville de Buenos Aires, Paiva (2008) explique que, depuis sa fondation et jusqu'à l'installation des « Quemas », les déchets étaient déversés dans les terrains vagues – appelés « huecos » (creux) – ou jetés dans l'eau. Au tournant du xx<sup>e</sup> siècle, on a cherché à éviter la propagation d'épidémies – qui représentaient une grande partie du nombre total de décès dans la ville (Suárez 1998) – à nettoyer, à éliminer les déchets du centre-ville et à sauvegarder les zones résidentielles. Paiva (1996) rappelle que, vers la moitié du xix<sup>e</sup> siècle, on commençait à comprendre l'importance de l'hygiène, qui était envisagée non seulement comme un ensemble de pratiques destinées à éviter la propagation d'épidémies, mais aussi comme un « programme sanitaire de grande envergure, comprenant tous les aspects de la santé humaine : physiques, mentaux et sociaux » (1996 : 26).

La question des ordures a été un sujet important pour les hygiénistes, qui possédaient un grand pouvoir de décision. Dans le cadre d'un processus visant à maintenir « le corps social en bonne santé », les déchets ont été éloignés de la ville : un lieu distant du centre urbanisé de Buenos Aires a donc été construit où les déchets pouvaient être incinérés à ciel ouvert ; ce lieu a reçu le nom de la Quema et se trouvait dans des zones inondables, polluées et d'une faible valeur économique, dans les quartiers actuels de Parque Patricios et Nueva Pompeya.

Avec les ordures, un ensemble d'individus se sont déplacés. La collecte non encadrée de déchets s'est alors développée, surtout dans des territoires délimités (Perelman 2015) situés généralement à l'écart de la ville. Les personnes qui vivaient des ordures se sont progressivement établies aux bords de la Quema afin de récupérer les matériaux qui avaient encore une valeur commerciale<sup>3</sup>. Elles le faisaient munies d'un crochet métallique qui était utilisé pour collecter et retirer toutes sortes de matériaux et d'objets susceptibles d'être consommés ou vendus.

<sup>3</sup> Dans la Quema, des ouvriers se chargeaient de trier les matériaux à valeur commerciale avant de brûler le reste. Dans le Premier Rapport de la commission d'« étude des ordures », on ne peut pas faire la différence entre les *récupérateurs de déchets* et les ouvriers de la Quema (travailleurs municipaux puis embauchés par les entreprises concessionnaires). Ce manque de définition sera important au moment d'établir les limites (ou l'absence de limites) entre les uns et les autres ; de fait, au cours du xx<sup>e</sup> siècle, les travailleurs vont peu à peu acquérir des droits sociaux et le statut de travailleur formel sera progressivement différencié de celui qui devait « se débrouiller », c'est-à-dire de celui qui effectuait des travaux informels, précaires et peu sûrs afin d'obtenir un maigre revenu économique.

Cette agglomération, qui a reçu le nom de « Pueblo de las Ranas », a été évacuée durant le premier quart du xx<sup>e</sup> siècle.

Les ordures, ainsi que ceux qui travaillaient en rapport avec elles, ont fait l'objet de débats dès la fin du xix<sup>e</sup> jusqu'au début du xx<sup>e</sup> siècle. Les organismes d'Etat, la presse, les médecins et les ingénieurs ont exprimé leurs opinions à ce sujet. Non seulement les personnes qui travaillaient avec les ordures et qui vivaient de ce que l'on y trouvait étaient considérées comme pauvres, mais leurs modes de vie étaient aussi perçus comme immoraux et inhumains (Sorroche 2016, 2019 ; Perelman 2011). Ainsi, ceux qui vivaient dans le quartier de las Ranas étaient considérés comme des souteneurs, des prostituées, des truands, à l'« aspect misérable » (Huret 1986). On les décrit comme des « animaux » qui avaient recours à la collecte des déchets soit parce qu'ils étaient des délinquants soit parce qu'ils étaient malades et ne trouvaient pas d'autres types d'emplois. D'autres mots, plus directement liés à l'activité de collecte elle-même, étaient d'ailleurs utilisés pour les nommer, tels que « cateadores », « rebuscadores » (trieurs, ramasseurs, fouilleurs de poubelles) ou « chiffonniers »<sup>4</sup>. La Quema et le quartier de las Ranas étaient considérés comme des « réceptacles des déchets » sociaux. Y finissaient non seulement les ordures, mais aussi des personnes « inutiles », des gens stigmatisés et des « délinquants » (García Velloso 1985).

Pendant la première moitié du xx<sup>e</sup> siècle, la Quema a été fermée et le « Pueblo de las Ranas » évacué ; des fours industriels d'incinération<sup>5</sup> ont commencé à être construits. Une nouvelle étape dans la façon de se débarrasser des déchets débute alors. Ce changement n'a pas produit de transformations dans les manières dont le *cirujeo* s'est développé, mais il a, en revanche, entraîné un déplacement de sa localisation vers les nouvelles décharges, en particulier vers celle du Bajo Flores, également située à la périphérie de la capitale.

Construite dans les années 1920, la Quema du Bajo Flores était une immense décharge à ciel ouvert dans laquelle les *cirujas* ont trouvé leur façon de vivre et leur lieu de vie. Aux alentours, des hangars, des usines et des entrepôts achetaient et vendaient les déchets que les *cirujas* collectaient. Peu à peu, se sont établis des bidonvilles peuplés, pour la plupart, de migrants de province à la recherche d'une vie meilleure, mais qui ont, paradoxalement, fini dans les décharges de Buenos Aires.

De cette façon, « le circuit du *cirujeo* » se développait presque intégralement autour de la Quema, loin des quartiers de classe moyenne de la ville. La Quema du Bajo Flores est progressivement devenue un espace avec des règles et des mœurs particulières (Perelman 2017). Les ordures y étaient amenées et déversées dans la décharge. Les machines répandaient ensuite les déchets sur l'ensemble du site, obligeant les *cirujas* à se déplacer sur tout le terrain. Nombre de *cirujas* y campaient (*ranchaban*<sup>6</sup>), mais y passer la nuit était plus dangereux que travailler le jour. La Quema était un territoire ouvert auquel quiconque pouvait accéder, mais également fermé en raison des relations qui s'y sont créées. Elle avait une

<sup>4</sup> Revue *Caras y Caretas* n° 16, 1899, p. 1 et 2.

<sup>5</sup> La pollution, l'épuisement des terres où l'on brûlait les ordures, la prolifération du *cirujeo* ont fait partie des causes qui ont conduit à la recherche d'un nouveau système.

<sup>6</sup> Issu du *lunfardo*, le mot *ranchar* renvoie à un campement à caractère temporaire, improvisé, qui permet à ceux qui n'ont pas de logement de passer la nuit.

frontière fortement marquée dans les deux sens du terme : territorial et, surtout, social.

Une nouvelle période a commencé en 1977, lorsque la Quema a été fermée et que la Coordinación Ecológica Área Metropolitana Sociedad del Estado (CEAMSE) a été créée. On a changé aussi bien la forme de la collecte formelle des déchets (Paiva 2008 ; Schamber 2008 ; Suárez 1998) que la manière dont les récupérateurs urbains effectuaient la collecte informelle. Ces transformations ont eu lieu lors du dernier gouvernement civilo-militaire (1976-1983), qui a modifié radicalement Buenos Aires, en tentant d'en faire une ville d'élite (Oszlak 2017).

La nouvelle législation et l'éradication des bidonvilles (où vivait la majorité des *cirujas*) ont, avec la création et la mise en place de la CEAMSE, entraîné une profonde transformation des modes de récupération des déchets. L'activité a été interdite et réprimée, au motif qu'elle était préjudiciable à ceux qui l'exerçaient, un aspect que Schamber (2008) a qualifié de « répression "humanitaire" ». Aux anciennes stigmatisations, se sont ajoutées celles produites par la dictature dans un double discours : au sujet des pauvres et au sujet des *cirujas*. Une fois fermée et démantelée la Quema, les *cirujas* ont suivi différents chemins. Certains ont migré vers la grande banlieue de Buenos Aires pour continuer d'exercer l'activité dans les décharges s'y situant, tandis que d'autres ont continué de mener l'activité dans la ville, mais dans les rues, en utilisant des camions ou des carrioles tirées par des chevaux ou à la main.

En ce qui concerne les nominations, on peut dire qu'à partir des années 1940, c'est le terme « ciruja » qui sera utilisé pour désigner les personnes qui exerçaient cette activité. Cependant, la « lutte de sens » sera toujours présente. Les rapports municipaux les traiteront de *desocupados* (chômeurs) ; ils parlent d'un « métier », notamment durant les années 1940. Dans les écrits des historiens de quartiers et des *lunfardistas* (spécialistes de l'argot populaire de Buenos Aires), dominera une vision liée au vagabondage et à la délinquance (Gorbán 2006 ; Perelman 2012). Ainsi la catégorie de *ciruja* restera liée à deux sens différents, qui se rejoignent souvent dans l'usage courant : d'une part, comme synonyme de vagabond ou de sans-abri et, d'autre part, comme glaneur de déchets (Schamber 2006). Dans les deux cas, le terme a une charge péjorative. Cette représentation des collecteurs de déchets fait, sans doute, référence à un contexte dans lequel le « plein emploi » apparaît comme la perspective hégémonique et le « travail » considéré comme la seule façon légitime d'accéder à la reproduction sociale (Perelman 2020).

En outre, comme nous l'avons dit, en 1977, avec la création du CEAMSE, on a interdit toute activité de collecte de déchets autre que celle réalisée par des entreprises concessionnaires. L'ordonnance n° 33 581/77 interdisait de jeter ou de laisser tout type d'ordures, de déchets, d'eaux usées ou d'ustensiles ménagers sur la voie publique, sur les trottoirs, dans les rues, dans les terrains vagues ou dans les maisons abandonnées. L'article 6 stipulait, par ailleurs, l'interdiction du tri, de l'enlèvement, de la collecte, de l'acquisition, de la vente, du transport, du stockage ou de la manipulation de tout type de déchets ménagers se trouvant sur la voie publique et devant être retiré par le service de collecte. Il interdisait aussi la livraison et/ou la commercialisation de déchets alimentaires, quelle que soit leur origine.

### 3. Au sujet de la crise et de la massification de l'activité

Durant les années 1970, lorsque la Quema a été fermée, le taux de chômage était inférieur à 4 %. Il a commencé à augmenter – et, avec lui, la pauvreté – après les politiques mises en place à partir de la dictature civilo-militaire, jusqu'à atteindre son plus haut sommet au début du XXI<sup>e</sup> siècle.

Dans ce contexte, des milliers de personnes ont commencé à exercer l'activité de récupération de déchets, et une « bataille » autour de la façon de la concevoir a vu le jour. La question environnementale (Dimarco 2012 ; Sorroche 2016) a commencé à être utilisée par les récupérateurs comme argument pour légitimer leur activité. Ce chemin n'a pas été « naturel », mais il s'est construit dans un moment de double crise : la crise environnementale et la crise sociale (Perelman 2017).

Depuis 1990, il était fréquent d'utiliser le terme « *cartoneros* » pour nommer la population qui collectait les ordures dans les rues de la ville de Buenos Aires, même si cette désignation s'est massifiée avec la crise de 2001 : les *cartoneros* sont alors devenus l'image vivante de la pauvreté et du déclin économique. Adissi (2004), dans une recherche sur la circulation de la catégorie des *cartoneros* dans la presse écrite de Buenos Aires entre fin 2001 et fin 2003, a montré que l'activité des *cartoneros* ne constituait pas encore en 2001 un sujet « à part entière » dans les médias. C'est vers la fin de l'année 2001 qu'ont commencé à paraître, dans les journaux de Buenos Aires, les premières photographies, surtout en rapport avec la diffusion des taux croissants de pauvreté ; cela dit, le thème n'était pas encore traité comme un « phénomène ».

Dans les semaines qui ont suivi les 19 et 20 décembre 2001, sont parus les premiers articles de presse entièrement consacrés aux *cartoneros*. Dans ces textes, la thématique centrale était de montrer, d'expliquer (*desentrañar*, selon l'autrice) que ces personnes, à travers cette activité, se procuraient un revenu. Les articles abordaient également le cadre juridique (d'interdiction) dans lequel se déroulait l'activité. Peu à peu, les journalistes ont commencé à relier le travail des *cartoneros* aux problèmes environnementaux.

Le lien entre le *cartonero* et la pauvreté a été si fort que les premiers travaux académiques ont commencé par faire la différence entre les *cirujas* structurels et les nouveaux *cirujas*, ou les « déchus » (*caídos*), en référence claire aux catégories de pauvres structurels et de nouveaux pauvres (Paiva 2008 ; Perelman 2007 ; Schamber 2008 ; Suárez 2001).

Toutefois, le passage *de la pauvreté à la collecte* a été un processus qui a connu de nombreuses difficultés et a été marqué par d'importantes luttes pour imposer des formes légitimes. Au cours de ces années, différentes façons de nommer les personnes qui exerçaient l'activité de collecte de déchets ont été utilisées<sup>7</sup>, des

<sup>7</sup> Les façons de nommer doivent être comprises au sein d'un système de classification (Durkheim & Mauss 1971), ce qui conduit, du point de vue méthodologique, à s'intéresser à la façon dont sont construits les liens sociaux à partir des façons de nommer. Ceci implique de concevoir les systèmes de classification comme des produits d'un devenir de luttes historiques, ce qui signifie qu'ils ne sont pas seulement le produit d'une relation de forces déterminée entre groupes à un moment historique précis. De là l'importance de décrire la temporalité durant laquelle ces systèmes de classification en tension se déroulent (Álvarez Leguizamón 2008). Même si nous n'avons pas l'intention d'engager, dans cet article, un débat autour de l'activité de nomination,

formes qui cherchent à inclure ce travail – et les personnes qui l'exercent – dans un champ sémantique différent. Parmi ces formes, apparaissent les catégories de *cirujas*, *cartoneros* et *recuperadores*. Une lutte s'est alors engagée sur la valeur des ordures et au sujet de la place que les récupérateurs occupaient ; la notion de ce qu'implique être un *cartonero* ou une *cartonera* s'est progressivement élargie<sup>8</sup>.

#### **4. De voleurs à cartoneros. La construction d'un nouveau travailleur à la conscience environnementale**

L'augmentation de l'activité de collecte de déchets, dans un contexte de pauvreté et de manque de politiques de recyclage – dans le contexte de la « crise » des décharges – a placé le travail des *cartoneros* au centre du débat. En août 2002, pendant la campagne électorale pour le poste de chef de gouvernement (maire) de la ville de Buenos Aires, Mauricio Macri – qui perdra ces élections, mais qui gagnera ensuite les deux suivantes et arrivera à la présidence de la Nation en 2015 – a déclaré, dans un article de journal, qu'il fallait proposer un nouveau plan environnemental, étant donné la crise dans la gestion des déchets et le « manque de contrôle total » du *cirujeo*. Selon M. Macri,

créer des coopératives ne résout rien. Il s'agit d'un commerce de plusieurs millions et les *cartoneros* ont une attitude criminelle car ils volent les ordures. De plus, ils ne payent pas d'impôts et la tâche qu'ils réalisent est inhumaine [...]. Ils ne peuvent pas être dans la rue [...]. On ne peut pas troubler l'ordre pour quelque chose qui est un délit, car le vol des ordures est un délit tout comme le vol d'un homme au coin de la rue<sup>9</sup>.

Le candidat de l'époque soulignait que « les ordures » faisaient l'objet d'un grand commerce et que les *cartoneros* les volaient. Ils étaient donc des voleurs. Dans le contexte de la campagne électorale, cette proposition a suscité une forte réaction du gouvernement de la ville en place qui a dû prendre des mesures afin d'inclure les *cartoneros* dans le circuit de recyclage (Perelman 2011). Les collecteurs ont alors cherché à influencer l'agenda législatif en essayant d'inverser la pénalisation de l'activité. Cela s'est conclu par la promulgation, à la fin de l'année 2002, de la loi municipale n° 992, laquelle a représenté le point culminant d'un vaste processus social fortement marqué par des débats publics sur le travail des *cartoneros*.

Dans le cadre d'une audience publique au cours de laquelle on débattait de la (dé)pénalisation du *cirujeo*, Eduardo Valdés, alors législateur de Buenos Aires, a plaidé pour que l'interdiction de l'activité soit déclarée inconstitutionnelle, au motif qu'on refusait aux *cartoneros* le droit au travail octroyé par la Constitution

notre perspective conduit à penser que les façons de nommer sont utilisées en situation par les acteurs comme des façons de remettre en jeu et de construire ces liens de pouvoir.

<sup>8</sup> Ainsi, par exemple, ont commencé à apparaître des femmes *cartoneras* – comme le cas des « promotrices de l'environnement » – qui n'avaient pas de contact avec les ordures, mais qui s'identifiaient comme faisant partie du mouvement *cartonero* (Puricelli 2017).

<sup>9</sup> Extrait de *La Nación*, 27 août 2002. Entretien avec Mauricio Macri.



nationale<sup>10</sup>. Argumentant contre cette position, le procureur général de la ville a répondu qu'« il n'est pas correct de définir [cette activité] par son caractère licite ou illicite. On ne peut utiliser le concept sociologique de ce qu'est le travail parce que nous sommes dans un cadre normatif et juridique ». Dans son optique, « il ne s'agit pas d'une forme spontanée et naturelle de travail », ni d'« une activité souhaitable », et en plus, pour certains secteurs de la société, il s'agit même d'une « activité délictueuse »<sup>11</sup>. Sans remettre en question l'origine historique de ce qui est légal, le procureur a affirmé qu'une activité illégale ne pouvait être considérée comme du travail et que, par conséquent, le droit au travail n'était pas en jeu<sup>12</sup> ; il existe, d'après lui, des formes de travail spontanées et naturelles, le *cirujeo* n'en faisant pas partie.

Un anthropologue, chercheur dans une université du Conurbano Bonaerense et conseiller du député E. Valdés disait, au contraire, que

l'activité de récupération manifeste l'intériorisation d'une culture du travail et non du délit. [...] Les *cartoneros* inventent le travail là où il n'existe pas [...], ils s'auto-emploient. Ils inventent ou génèrent du travail à partir de ce que d'autres jettent. Plus encore, de nombreux *cartoneros*, en prenant leur carriole pour récupérer des déchets, jugent qu'ils ont assumé une option de travail ou de « *rebusque* » (de petits boulots) différente des options criminelles<sup>13</sup>.

Quelques *cirujas* présents lors cette audience publique ont porté des témoignages différents, qui, tout en tenant compte de ces discours, leur donnaient une autre signification. De fait, comme nous avons expliqué dans d'autres travaux (Perelman 2011), ces *cirujas* considéraient leur activité comme une manière digne de gagner leur vie ; ils ont, certes, mis en cause la position du procureur (pour qui il s'agit d'un « non travail »), sans pour autant adhérer à l'idée, avancée par le chercheur, selon laquelle ils « inventaient du travail ».

Au contraire, notre enquête sur les significations que les *cirujas* attribuent à leur activité a montré qu'ils sont nombreux à mentionner la fierté de leur travail ; d'autres ont cependant affirmé qu'ils faisaient ce travail parce qu'ils « n'avaient pas d'autre choix » : « Je ne vole personne, je gagne ma vie de cette façon. C'est un travail digne. Si je pouvais avoir un autre travail, par contre, je n'hésiterais pas. Ici, les gens te regardent de travers », a dit Juan, un *cartonero* de 45 ans qui, au moment de prononcer ces mots, avait commencé à travailler dans la collecte de déchets depuis seulement quelques mois. Carlos, quant à lui, a déclaré ceci : « J'ai toujours été *ciruja*. C'est une fierté. J'ai élevé mes enfants en étant *ciruja*.

<sup>10</sup> Déclaration d'inconstitutionnalité de l'article 6 de l'ordonnance n° 33 581 et de l'article 22 de l'ordonnance n° 3 984. Dossier n° 1 542/02, Valdés Eduardo Félix contre le gouvernement de la ville de Buenos Aires. Le *cirujeo* était interdit par l'ordonnance n° 33 581 de 1977.

<sup>11</sup> Extraits des notes personnelles lors d'une étude de terrain.

<sup>12</sup> Il se réfère à la loi n° 20 744 (loi concernant le contrat de travail) qui définit le travail comme « toute activité licite accordée à celui qui a la faculté de l'exercer, moyennant rémunération ». De plus, l'article 14 de la Constitution nationale garantit le droit au travail (licite), et l'alinéa 14 bis assure au travailleur : des conditions dignes et équitables de travail ; une journée limitée de travail ; le repos et les congés payés ; une rétribution juste ; un salaire minimum vital et mobile ; et l'égalité de rémunération pour un même travail.

<sup>13</sup> Transcription de la déclaration faite au tribunal (notes personnelles).

Je me suis marié et j'ai payé la fête de mariage ». Malgré ces quelques différences, le travail de *cartonero* était donc souvent empreint de la notion de dignité<sup>14</sup>.

Une fois la nouvelle réglementation sanctionnée, le gouvernement de la ville de Buenos Aires a créé, sous l'égide du secrétariat chargé de l'environnement, le Programme de récupérateurs urbains (PRU), et il a mis en œuvre toute une série d'actions visant à définir l'activité de ramassage de déchets comme un travail – lequel devait s'organiser autour de la préservation de l'environnement et, dans la mesure du possible, sous la forme de coopératives – et à lui donner donc une légitimité (voir, par exemple, Carenzo & Míguez 2010 ; Maldovan Bonelli 2014 et Paiva 2008).

Le fait que le programme ait été créé sous l'égide de ce secrétariat n'a pas été un hasard. L'inclusion de la question des *cirujas* dans l'agenda politique s'est accompagnée d'un discours selon lequel le recyclage fait partie de la préservation de l'environnement. L'argument avancé était que les *cirujas*, à travers la collecte différenciée des déchets, contribuaient à la préservation de l'environnement en réduisant la quantité de déchets enfouis dans les décharges saturées<sup>15</sup>. Or, comme nous l'avons montré antérieurement, ce lien entre le travail des *cirujas* et le thème de l'environnement, paraissant « naturel », ne l'était pas.

Cela a été un premier pas vers la « dépaupérisation » du discours autour des collecteurs de déchets. L'emploi du mot *dépaupérisation* ici ne renvoie pas à une amélioration des conditions de vie des *cirujas* leur permettant d'échapper au seuil de pauvreté, mais plutôt à un changement des discours produit par l'État et par l'organisation des *cartoneros* autour de leur activité : ce n'étaient pas des pauvres, mais des travailleurs non reconnus qui, par le biais de leur travail, prenaient soin de l'environnement.

Cependant, malgré le passage de l'« illégalité » à la « légalité », la persécution de la police et la stigmatisation sociale ont continué. Comme nous l'avons montré dans d'autres travaux (Perelman 2018, 2022), la légalité ou l'illégalité n'émane pas de la loi, mais des relations qui sont mises en place. Autrement dit, le *cartoneo* est, certes, devenu une activité « légale » en 2003, mais certains usages de la loi ont entraîné des persécutions et des interdictions. Ce qui importe donc, ce n'est pas que le *cirujeo* soit légal ou non ; c'est la façon dont les personnes – résidents de la ville, forces de sécurité, fonctionnaires – ont utilisé cette loi pour éloigner les *cartoneros* de la ville.

Le travail de ceux qui collectent les déchets au moyen de carrioles tirées par des chevaux illustre ce processus. Avec l'interdiction de la traction animale (*tracción a sangre*), en vigueur depuis 1966<sup>16</sup>, la poursuite des propriétaires de carrioles n'a augmenté que du fait de la massification de l'activité. De fait,

<sup>14</sup> Il faut préciser que les notions de travail et de dignité font également partie des façons de faire de la politique et qu'elles sont utilisées en situation (voir Perelman 2020, 2021).

<sup>15</sup> Nombre de sujets se sont reconfigurés à partir de ce point de vue environnementaliste, soulignant l'importance de l'activité que les *cartoneros* exercent pour la protection de la planète. Plus encore, ils se positionnent de façon antagonique par rapport aux entreprises de collecte qui, jusqu'en 2004, facturaient selon la quantité d'ordures qu'elles collectaient ; ce qui, évidemment, augmentait la quantité de matériaux enterrés dans les décharges.

<sup>16</sup> Le décret ordonnance n° 12 867 de 1963 a progressivement établi des zones croissantes d'interdiction. L'interdiction actuelle est en vigueur en vertu de l'ordonnance n° 2 148 de 2006 de la ville de Buenos Aires.

plusieurs charretiers, auprès desquels nous avons fait un travail de terrain, « ont reproché » aux nouveaux *cartoneros* de ne pas comprendre les codes nécessaires pour pouvoir se consacrer au *cirujeo* dans les rues. Selon eux, l'augmentation de la persécution était liée au fait que les nouveaux *cartoneros* ne se comportaient pas comme il fallait et que l'illégalité des carrioles tirées par des chevaux n'étaient pas un problème jusqu'à l'apparition des *cartoneros* à pied. De plus, malgré l'adoption de la loi municipale n° 922/02, qui a dépénalisé la collecte informelle de déchets, la poursuite contre les *cartoneros* n'a pas cessé, et elle s'est même intensifiée avec l'application d'arrêtés de police qui n'étaient déjà plus en vigueur (Perelman 2008, 2018). Autrement dit, on a utilisé la « loi » de façon illégale pour persécuter une activité légalisée.

### 5. De cartoneros à récupérateurs urbains

Des années plus tard, la loi n° 1 854/05, connue comme la « loi zéro déchet »<sup>17</sup>, a été adoptée dans la ville de Buenos Aires. Cette loi, d'importance considérable pour le secteur de la collecte, a établi les règles pour parvenir à une « gestion intégrale des déchets solides urbains » dans l'objectif de diminuer la quantité de déchets déversés dans les décharges de la grande banlieue. La proposition visait à réduire, de façon progressive, la quantité de déchets à enfouir, en favorisant la croissance des industries associées au recyclage et à la récupération des matériaux<sup>18</sup>. Cette nouvelle réglementation a approfondi ce qui se développait déjà depuis l'adoption de la loi n° 992/02, dans la mesure où elle favorisait et promouvait le tri à la source, la collecte différenciée et le recyclage. Le texte de la loi a également établi que les principaux bénéficiaires de la collecte seraient, à partir de ce moment-là, les coopératives de récupérateurs urbains, qui devaient gérer des centres spécifiques de traitement et de recyclage des déchets, appelés « centres verts »<sup>19</sup>.

La responsabilité de la construction de ces centres a d'abord été attribuée à des entreprises privées, soumissionnaires du service d'hygiène urbaine, puis elle a été attribuée aux coopératives. Le premier centre de tri a été construit dans le quartier du Bajo Flores vers 2006 et, vers la fin 2007, il y avait en tout dans la ville de Buenos Aires quatre centres gérés par cinq coopératives de récupérateurs de déchets urbains.

Dans les grands espaces dédiés aux « centres verts », on trie, on stocke, on conditionne, on emballe et on vend les matériaux collectés par les récupérateurs urbains. Pour effectuer le tri des déchets et leur conditionnement, on utilise de grandes machines, notamment des tapis roulants, mais aussi des presses à balles, des balances, des chariots élévateurs et des trémies. Sont également nécessaires

<sup>17</sup> Bien qu'elle fût adoptée en 2005, cette loi a été réglementée plus tard, en 2007.

<sup>18</sup> Le premier objectif à atteindre en 2010 était de réduire de 30 % le total des déchets envoyés dans les décharges, par rapport à ce qui était enterré en 2004, ce qui équivaut à 1 048 359 tonnes de déchets par an. On prévoyait une réduction de 50 % pour 2012 et de 75 % pour 2017. Enfin, pour 2020, on prévoyait d'interdire le dépôt de matériaux recyclables et réutilisables. Ces valeurs n'ont pas été atteintes jusqu'à présent : on estime, en effet, que 2 110 122 tonnes de déchets sont enterrées chaque année.

<sup>19</sup> Actuellement il y a dans la ville de Buenos Aires environ huit centres verts en activité.

des moyens de transport pour retirer les déchets de la voie publique ou d'espaces spécifiques et les déplacer jusqu'aux usines de traitement. En vertu des accords commerciaux mentionnés plus haut, aussi bien les machines que les moyens de transport doivent être prêtés par le gouvernement de la ville autonome de Buenos Aires (GCBA)<sup>20</sup>.

Des normes similaires ont été ensuite mises en place au niveau national, bien que dans une perspective centrée sur la problématique environnementale. En 2005, le gouvernement national a lancé la Stratégie nationale pour la gestion intégrale de déchets (ENGIRSU), dont l'objectif principal était l'éradication et l'assainissement des décharges à ciel ouvert, étant donné les niveaux de pollution élevés qui leur étaient associés.

Dans la province de Buenos Aires, la préoccupation environnementale s'est trouvée liée à la problématique du travail. En 2013, l'organisme provincial pour le développement durable (OPDS) de l'époque a approuvé les résolutions n<sup>os</sup> 137, 138 et 139. Très importantes pour le secteur, ces résolutions ont établi que les « grands producteurs de déchets » étaient responsables de la gestion de leurs ordures et qu'à cette fin ils devaient donner la priorité aux coopératives de *cartoneros*, en tant que gestionnaires de ces déchets.

Dans la ville de Buenos Aires, après la promulgation de la loi n<sup>o</sup> 1 854, une série de réglementations complémentaires ont donné la forme actuelle au circuit des ordures et des objets recyclables. Vers la fin de l'année 2012, une nouvelle modalité d'adjudication administrative a été conçue pour le service de collecte des déchets ; le marché public est désormais divisé en deux lots<sup>21</sup> : un lot « sec » qui concerne les déchets recyclables et un lot « humide » qui concerne les déchets non recyclables. À partir de ce moment-là, la ville a été divisée en zones, et l'on a confié la collecte des déchets solides « secs » exclusivement aux coopératives de récupérateurs urbains. Les déchets « humides » continuaient d'être gérés par des entreprises privées, avec un type de contrat différencié.

En 2012, les différentes coopératives de la ville ont obtenu la première pré-adjudication de leurs zones de travail, et, en janvier 2013, le contrat qui établit la prestation du service de collecte pour une durée de quatre ans a finalement été signé. Comme l'indique le site officiel du gouvernement de la ville, « il y a actuellement 12 coopératives qui travaillent dans la ville, qui sont chargées de collecter de façon exclusive les matériaux recyclables secs. Elles fournissent un *service public*, car elles ont été intégrées au service public d'hygiène urbaine en 2002 »<sup>22</sup>.

Cependant, en Argentine, les politiques publiques liées aux déchets urbains manquent de vue d'ensemble ; de fait, chaque politique publique cherche à résoudre un problème spécifique (pollution environnementale, saturation de décharges, insalubrité et dangers encourus par les *cartoneros* et les récupérateurs,

<sup>20</sup> Cependant, de nombreuses coopératives et des récupérateurs de déchets urbains dénoncent le fait qu'ils n'ont reçu ni les espaces, ni les indemnités et qu'ils manquent de la logistique nécessaire pour mener à bien la gestion d'un centre vert. Voir, par exemple, cet article sur le sujet : <https://www.nueva-ciudad.com.ar/notas/201604/25258-denuncian-la-falta-de-centros-verdes-para-cooperativas-de-recicladores-urbanos.html> (consulté le 01/05/2016).

<sup>21</sup> C'est le décret n<sup>o</sup> 636 (2010) qui régit cet appel d'offre sous le dossier n<sup>o</sup> 350 165.

<sup>22</sup> Extrait du site : <http://www.buenosaires.gob.ar/noticias/la-ciudad-junto-las-cooperativas-de-recicladores-urbanos> (consulté le 15/02/2019).

etc.) et, pour le moment, il n'existe pas de stratégie nationale qui articule les problématiques environnementale et socioprofessionnelle. Jusqu'à présent, ce n'est que dans la ville de Buenos Aires et, en partie, dans la province de Buenos Aires que l'on est parvenu à développer un modèle de gestion intégrale des déchets avec une forte participation des récupérateurs urbains.

Il est aussi important de souligner que le modèle inclusif, développé dans la ville de Buenos Aires, n'aurait pas été possible sans l'organisation collective des récupérateurs urbains tel le Mouvement des travailleurs exclus (MTE)<sup>23</sup>. En 2011, s'inspirant du modèle syndical argentin, ce mouvement a donné naissance à la Fédération argentine des *cartoneros*, des charretiers et des recycleurs (FACCyR)<sup>24</sup>, qui regroupe des coopératives de tout le pays et organise des rencontres pour discuter de plans d'action conjointe. De la sorte, ceux qui intègrent le MTE-FACCyR souhaitent étendre le modèle de gestion de la ville de Buenos Aires à d'autres centres urbains du pays et, pour ce faire, soutiennent des négociations et des échanges constants avec les différents niveaux de l'État.

L'organisation collective du travail, et son regroupement en fédération syndicale a permis de donner aux récupérateurs de déchets de nouveaux sens à leur activité, en mettant l'accent sur la valeur sociale, environnementale et économique de leur tâche quotidienne. Les différentes organisations de *cartoneros* ont souvent été à l'origine de déclarations, de slogans ou de feuilles de route pour l'action collective (mobilisations, rassemblements ou activités dans l'espace public). Ainsi on peut par exemple citer ces quelques campagnes nationales, dont les slogans ont été : "*Sin cartoneros no hay basura cero*" (2016, *Sans cartoneros il n'y a pas de zéro déchet*), "*Reciclado en manos cartoneras*" (2018, *Recyclage aux mains des cartoneros*) ou "*Sin cartoneros no hay reciclado*" (2021, *Sans cartonero il n'y a pas de recyclage*). Ces campagnes cherchent toutes à promouvoir non seulement l'importance du recyclage, mais également le caractère indispensable de la participation des *cartoneros* et des *cartoneras* dans la gestion du recyclage et l'importance de leur inclusion sociale et économique dans les politiques publiques mises en œuvre.

Tous les jours, les *cartoneros* discutent des sens historiquement associés à leur activité. Notre étude sur le terrain a montré que le travail de *cartonero* est vécu comme une façon *digne* de gagner sa vie et donc comme un choix à part entière, et cela malgré l'effort et l'usure physique qu'implique la tâche (voir également Gorban 2006). À travers ce slogan qui a circulé lors des débats législatifs de 2002, "*Inventamos trabajo allí donde no había*" (*Nous avons inventé du travail là où il n'y en avait pas*), on mesure la capacité créative des *cartoneros*, ainsi que leur souhait

<sup>23</sup> La genèse de ce mouvement repose sur le lien entre groupes universitaires et *cartoneros* de la zone sud de Buenos Aires. Au fil du temps, d'autres « branches » de travail, comme la vente ambulante, les ateliers textiles, l'agriculture artisanale et la construction de logements, ont été intégrées. Dans chaque localité, le MTE organise « des unités productives » qui correspondent à chacune de ces branches et organise régulièrement des espaces de rencontre en maintenant une relative autonomie entre elles. Au niveau national, des formations et des rencontres au sein de chaque branche de travail sont organisées.

<sup>24</sup> Ces dernières années, trois organisations se sont développées en Argentine, avec un important nombre de membres et une forte présence dans l'agenda public : la Fédération argentine de *cartoneros*, charretiers et recycleurs (FACCyR), la Fédération de coopératives union de travailleurs recycleurs argentins (FECUTRA) et la Fédération de coopératives argentines de recyclage auto-gérées (FECARA). Actuellement, seule la FACCyR est en activité.

de donner de la dignité à leur travail, puisqu'ils se sont servis des outils et des réseaux nécessaires pour mener à bien une activité qui permet d'obtenir juste ce qui est nécessaire pour vivre.

Par ailleurs, l'utilisation d'uniformes de travail vise à rompre avec les peurs et le stigmatisme qu'ont porté les *cartoneros* pendant tant d'années (Perelman 2010). Ainsi, pour faire face aux regards méprisants, les *cartoneros* choisissent de rendre leurs tâches visibles et de souligner leur présence dans l'espace public, en portant des uniformes qu'ils ont eux-mêmes confectionnés et en incorporant d'autres éléments qui confèrent un cadre formel à leur travail.

Si au début les *cartoneros* portaient leur pauvreté « sur le dos » et étaient stigmatisés (Perelman et Puricelli 2019), la formalisation de leur travail apparaît comme un antidote face à ce regard d'exclusion porté par des *vecinos* (voisins) de la ville<sup>25</sup>. Pour faire face au manque de réponses de la part de l'État, les *cartoneros* ont décidé de mettre en pratique ce qui, selon eux, correspondait à leur idéal de travail. Ainsi, comme nous l'avons exposé dans d'autres travaux,

les *cartoneros* cherchent une légitimité à partir du moment où ils conceptualisent leur activité comme un travail digne dans le cadre de normes – qui sont performatives – et d'attentes socialement partagées. Dans ce cadre, ils cherchent également à légitimer leurs actions à partir de valeurs (morales) qui construisent, à leur tour, des façons de faire, d'être et de ressentir. (Perelman 2011 : 72)

Constitués en sujet collectif et organisé, les *cartoneros* portent des revendications qui traversent des générations de travailleurs et qui, réunies en un seul et même corps de demandes, interpellent les représentants de l'État à différentes périodes. Le monde des *cartoneros* accumule ainsi un savoir spécifique qui est lié, non seulement à la pratique de l'activité, mais également à la conscience de ses besoins concrets.

Les revendications sont toujours les mêmes : des garderies, des conditions de travail dignes, des politiques de sensibilisation pour les *vecinos* (voisins) et une meilleure logistique pour le développement du travail. Les *cartoneros* demandent à l'État d'orienter les politiques publiques les concernant exclusivement vers les problématiques du secteur, afin de leur permettre l'exercice de l'activité dans de meilleures conditions et avec les mêmes droits que les autres travailleurs formels. En ce sens, l'expression "*reciclaje inclusivo*" (recyclage inclusif) fait référence aux systèmes de gestion des déchets qui donnent la priorité à la récupération et au recyclage et qui reconnaît donc, de manière formelle, le rôle clé des *cartoneros*.

Plus récemment, en 2021, un programme national, appelé *Argentina Recicla* (l'Argentine recycle), visant à avancer dans cette articulation en cours, est lancé. Le principal objectif de ce programme est le développement de grandes lignes pour guider les différents gouvernements locaux dans la mise en œuvre d'une gestion des déchets avec une « inclusion sociale », c'est-à-dire avec la participation active des récupérateurs urbains, comme cela se passe dans la ville

<sup>25</sup> Même si ce mot renvoie aux résidents, aux commerçants, aux propriétaires ou aux locataires des villes, nous rejoignons Gago et García Pérez (2014) qui ont signalé que, dans certains contextes, cette catégorie reflète des relations d'exclusion et de domination entre ceux qui endossent la légitimité (*vecinos*) et ceux qui ne l'endossent pas.

de Buenos Aires. Ce programme vise notamment à instaurer et à développer des systèmes de collecte en porte-à-porte, à promouvoir la défense de l'environnement, ainsi que la mise en place de *puntos verdes* (où les habitants peuvent déposer les déchets recyclables), de centres de recyclage de grande capacité, de réseaux de vente directe auprès des industries et la bancarisation des travailleurs recycleurs. L'*Argentine recycle* a donc pour objectif de créer des « nœuds de recyclage » rassemblant toutes ces fonctions ; pour cela, elle se concentre sur quatre lignes d'action : (i) fournir des vêtements et des outils pour les recycleurs ; (ii) renforcer les coopératives avec l'aide des autorités locales ; (iii) renforcer des réseaux de commercialisation et (iv) augmenter de la valeur ajoutée aux matières premières recyclables.

Pour résumer, en deux décennies les mêmes sujets sociaux, les *cartoneros*, sont passés d'auteurs d'une activité illégale et criminelle à responsables de la gestion des déchets solides recyclables dans la ville de Buenos Aires ; phénomène qui semble s'être progressivement étendu à tout le territoire national.

Ainsi le processus qui a commencé après la promulgation de la loi n° 992/02 a conduit les *cartoneros* à la reconnaissance progressive de leur parcours, de leur savoir-faire et de leur expérience. La valorisation – explicite ou implicite – du travail qu'exerçaient des dizaines de milliers de personnes les a placés comme les principaux interlocuteurs lorsqu'il s'agit de politiques publiques d'hygiène urbaine. Comme nous l'avons montré précédemment, c'est dans les années 2002-2003 qu'a commencé à s'ancrer le discours consistant à considérer la collecte urbaine comme une activité de protection de l'environnement, par opposition à l'enfouissement massif des déchets. Ce discours a permis de situer « les trieurs de déchets à une place différente au sein de la dichotomie entre le travail et le non-travail » (Dimarco 2012 : 205).

Nous avons, dans cet article, examiné les conditions de possibilité qui ont conduit des milliers de travailleurs à choisir le travail de *cartonero*. Nous voulons, avons de conclure, insister sur le fait que, même si l'activité de *cartonero* se trouve matériellement et symboliquement liée à la crise sociale, économique et politique de 2001, elle s'est radicalement transformée durant les dernières décennies. En bref, un déplacement s'est alors produit, par lequel le travail de *cartonero* a cessé d'être considéré uniquement comme une activité de survie et a commencé à être conceptualisé comme une profession avec un circuit économique spécifique que l'État a commencé à réglementer en profondeur.

## 6. *Derniers propos*

Les différentes façons de nommer ceux qui récupèrent les déchets sur la voie publique sont liées au champ politique, aux médias, aux sphères académiques et aux organisations sociales. Comme nous l'avons exposé tout au long de ce travail, les catégories peuvent être redéfinies et peuvent exprimer des visions différentes – ou divergentes – d'un même phénomène. Ainsi, les transformations successives dans les façons de nommer le travail de *cartonero* expriment un processus social qui l'a d'abord construit comme un objet problématique avant de l'envisager dans son intégration et sa régulation.

Comme nous l'avons montré, un premier glissement a été lié à la reconnaissance des *cartoneros* comme des *travailleurs* (et non pas en tant que criminels, délinquants, etc.), ce qui a ouvert un nouveau champ d'analyse. À partir de là, il a été possible de discuter d'un ensemble de mesures étatiques qui ont transformé les conditions de travail des *cirujas* (Paiva et Perelman 2008 ; Perelman 2008). Pendant cette période, les demandes d'intégration des *cartoneros* et d'amélioration de leurs conditions de travail ont prévalu, mais elles n'ont pas été entièrement intégrées dans les politiques publiques de recyclage.

Cela a commencé à être le cas dans un deuxième déplacement, au cours duquel on voit apparaître la désignation « récupérateurs urbains », notamment utilisée par les organismes gouvernementaux. Cette période a commencé en 2002, mais elle n'a été pleinement instituée qu'après 2010. L'emploi de cette catégorie exprime de nouvelles façons de conceptualiser le travail de *cartonero* en lui accordant une légitimité. Cela s'est traduit par de nouveaux espaces de négociation avec les *vecinos*, les intermédiaires commerciaux et/ou les travailleurs du secteur industriel. La reconnaissance progressive des *cartoneros* a transformé les façons de parler de – et d'agir sur – cette problématique sociale, remettant en question (et, dans certains cas, en inversant) les discours sur lesquels reposaient leur exclusion, leur marginalisation et leur persécution.

Aujourd'hui, la trajectoire des récupérateurs urbains est même revendiquée comme un exemple de mobilisation politique intéressante qui a réussi à changer les regards profondément méprisants sur ce travail, considéré, à présent, comme *digne*. Certaines recherches rendent même compte du fait que, dans certains milieux, la figure du *cartonero* fait partie d'une rhétorique revendicatrice qui symbolise l'histoire de la lutte contre l'inégalité et l'injustice (Fernández Álvarez 2016 ; Puricelli 2017 ; Sorroche 2016).

Cette dernière période coïncide avec l'expansion du modèle de recyclage de la ville de Buenos Aires aux différents centres urbains du pays. Comme nous l'avons mentionné auparavant, ce processus est possible en raison d'un vaste accord politique qui implique un éventail d'acteurs sociaux et qui vise à développer un circuit de recyclage « avec inclusion sociale », auquel puissent participer, activement et en priorité, les récupérateurs urbains.

Enfin, il est nécessaire de faire deux observations. La pauvreté en tant que processus social, en tant que relation, construit des modes de vie inégaux qui ne peuvent pas être compris dans une seule dimension<sup>26</sup>. La première est qu'il serait incomplet de réduire les diverses transformations subies par l'activité de collecte de déchets à sa professionnalisation. Si nous avons exposé ce processus de valorisation de l'activité et des déchets, le processus de précarisation sociale continue de marquer la vie des *cartoneros*, et la croissance de l'activité continue à être liée au déclin économique.

La seconde observation, qui est en lien avec la première, renvoie aux processus de paupérisation et de précarisation de la vie et à la façon dont les moyens (légitimes) de gagner sa vie sont produits. F. Neiburg affirme qu'il existe un virage récent de l'anthropologie « pour la vie » qui, cependant, ne s'interroge

<sup>26</sup> Sur les discours au sujet de la pauvreté et de ses transformations au fil du temps, voir Álvarez Leguizamón (2008).



pas sur le concept de vie et ne s'est pas non plus intéressé « à mettre en lumière les points de contact entre la vie et l'économie » (2022 : 6 ; notre traduction). La question que nous posons ici permet de réfléchir à la façon dont les processus pensés à partir de l'« économie », comme à partir du concept réduit de pauvreté (et de pauvreté relative), ne permettent pas une appréhension large de la vie des *cartoneros*. La paupérisation des *cartoneros* renvoie à leurs conditions de pauvres (économiquement parlant), mais également à l'inégalité structurante de la société actuelle : les changements observés dans la façon de nommer les *cartoneros* et leur activité, ainsi que les processus décrits dans cet article ont favorisé une tendance inclusive, mais d'une façon inégalitaire (Bayón 2015) qui module les formes de vie.

## BIBLIOGRAPHIE

- Adissi, G. (2004) “El fenómeno cartonero en los medios gráficos porteños. La construcción de un nuevo sujeto objeto histórico”, *URBARED*, [www.urbared.ungs.edu.ar](http://www.urbared.ungs.edu.ar) (consulté le 15/08/2007).
- Aimetta, C. (2009) “Salir a carrear: ¿trabajo o rebusque?”, *Trabajo y sociedad* 11(12): 1-14.
- Álvarez Leguizamón, S. (2008) *Pobreza y desarrollo en America Latina*, Salta: Universidad Nacional de Salta.
- Bayón, C. (2015) *La integración excluyente. Experiencias, discursos y representaciones de la pobreza urbana en México*, México: Bonilla Artigas Editores.
- Carenzo, S. (2020) “Contesting Informality through Innovation ‘from below’: Epistemic and Political Challenges in a Waste Pickers Cooperative from Buenos Aires (Argentina)”, *Tapuya: Latin American Science, Technology and Society* 3 (1): 441-71, <https://doi.org/10.1080/25729861.2020.1788775> (consulté le 21/09/2023).
- & Míguez, P. (2010) “De la atomización al asociativismo: reflexiones en torno a los sentidos de la autogestión en experiencias asociativas desarrolladas por cartoneros”, *Maguaré* 24: 233-263.
- Dimarco, S. (2005) “Experiencias de autoorganización en cartoneros: Un acercamiento a la configuración de vínculos laborales, sociales y políticos en contextos de exclusión social”, in *Informe final del concurso: Partidos, movimientos y alternativas políticas en América Latina y el Caribe, Programa Regional de Becas CLACSO*, <https://bibliotecavirtual.clacso.org.ar/ar/libros/becas/2005/partijov/dimarco.pdf> (consulté le 30/07/2006).
- (2012) “De lo patógeno a lo ambiental: Disputas de sentido en torno a la clasificación de residuos”, *Revista mexicana de sociología* 74(2): 185-212.
- Durkheim, E. & Mauss, M. (1903/1971) “Las formas primitivas de clasificación. Contribución al estudio de las representaciones colectivas”, separata del *Année sociologique* 6, in M. Mauss, *Obras Completas*, v. II: *Institución y Culto. Representaciones colectivas y diversidad de civilizaciones*, Barcelona: Barral Editores, 13-85.

- Fajn, J. G. (2002) "Exclusión Social y Autogestión. Cooperativas de recicladores de residuos", *Revista Idelcoop* 29(139): 164-193.
- Fernández Álvarez, M. I. (2016) "Experiencias de precariedad, creación de derechos y producción colectiva de bienestar(es) desde la economía popular", *Revista Ensamblés* 3(4-5): 72-89.
- Gago, V. & García Pérez, E. (2014) "Ciudad próspera, ciudad monstruosa: nuevas racionalidades urbanas a partir del caso Indoamericano", *Quid* 16(4): 66-83.
- García Velloso, E. (1985) *En el barrio de las Ranas*, Buenos Aires: Instituto de Literatura Argentina "Ricardo Rojas" / Documentos para la historia del teatro nacional 8.
- Gorbán, D. (2006) "Trabajo y cotidianeidad. El barrio como espacio de trabajo de los cartoneros del Tren Blanco", *Trabajo y Sociedad* 7(8): 1-23.
- Huret, J. (1986) *De Buenos Aires al Gran Chaco*, Buenos Aires: Hyspamerica.
- Lima, M. R. P. (2021) *O avesso do lixo: materialidade, valor e visibilidade*, Rio de Janeiro: Editora UFRJ.
- Maldovan Bonelli, J. (2014) "De la autonomía a la asociatividad: la organización del trabajo cartonero 'en calle' en cooperativas de la Ciudad Autónoma de Buenos Aires", *Revista Del Centro De Estudios De Sociología Del Trabajo (CESOT)* 6: 73-109.
- Millar, K. M. (2018) *Reclaiming the Discarded. Life and Labor on Rio's Garbage Dump*, Durham: Duke University Press.
- Neiburg, F. (2022) "Buscando a vida na economia e na etnografia", *Mana* 28(2): 1-32.
- Oszlak, O. (2017) *Merecer la ciudad. Los pobres y el derecho al espacio urbano*, Buenos Aires: Editorial de la Universidad Nacional de Tres de Febrero, 2ª edición.
- Paiva, V. (1996) "Entre miasmas y microbios: La ciudad bajo la lente del higienismo. Buenos Aires 1850-1890", *Revista Área* 4: 23-31.
- (2008) *Cartoneros y cooperativas de recuperadores. Una mirada sobre la recolección informal de residuos. Área Metropolitana de Buenos Aires, 1999-2007*, Buenos Aires: Prometeo.
- & Perelman, M. D. (2008) "Recolección y recuperación informal de residuos. La perspectiva de la teoría ambiental y de las políticas públicas. Ciudad de Buenos Aires 2001-2007", *Cuaderno urbano. Espacio, cultura y sociedad* 7(7): 35-54.
- Perelman, M. D. (2007) "El cirujeo ¿rebusque o trabajo? Un análisis a partir de las transformaciones de la actividad en la Ciudad de Buenos Aires", in P. Schamber & F. Suárez (eds.) *Recicloscopio. Miradas sobre recolectores urbanos de residuos de América Latina*, Buenos Aires: UNLA/UNGS/Prometeo, 245-267.
- (2008) "De la vida en la Quema al Trabajo en las calles. El cirujeo Ciudad de Buenos Aires", *Avá* 12: 117-136.
- (2010) "El cirujeo en la Ciudad de Buenos Aires. Visibilización, estigma y confianza", *AIBR. Revista de Antropología Iberoamericana* 5 (1): 94-124.
- (2011) "La construcción de la idea de trabajo digno en los cirujas de la ciudad de Buenos Aires", *Intersecciones en antropología* 12: 155-166.

- (2012) “Caracterizando la recolección informal en Buenos Aires, 2001-2007”, *Latin American Research Review* 47: 49-69.
- (2015) “Trabajo, relaciones sociales y temporalidad. Hacia un enfoque etnográfico de la desigualdad en el espacio público en Buenos Aires, Argentina”, presentado en el IV Congreso Latinoamericano de antropología, México DF.
- (2016) “Contesting Unemployment. The Case of the Cirujas in Buenos Aires”, in C. Lane & J. B. Kwon (eds) *Anthropologies of Unemployment: The Changing Study of Work and Its Absence*, Ithaca: Cornell University Press, 97-117.
- (2017) « Collecte des déchets, crise et identités sociales », in É. Anstett & N. Ortar (éds.) *Jeux de pouvoir dans nos poubelles. Economies morales et politiques du recyclage au tournant du XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris : Éditions Petra, 161-178.
- (2018) “Disputas en torno al uso del espacio público en Buenos Aires”, *Cuaderno CRH* 31(82): 87-98.
- (2020) “Para una antropología amplia del trabajo desde y en Argentina”, in M. L. Capogrossi & H. Palermo (eds.) *Tratado latinoamericano de antropología del trabajo*, Buenos Aires: CLACSO, 231-264.
- (2021) “Unemployment and Work Subjectivities in Argentina”, in *Oxford Research Encyclopedia of Anthropology*, <https://doi.org/10.1093/acrefore/9780190854584.013.212>.
- (2022) “La venta ambulante en Buenos Aires: Economía(s) (i)legales, estética y circulación de objetos”, *Etnográfica* 26(1): 109-123.
- & Puricelli, V. (2019) “Cartoneros y promotoras ambientales. Caminar, desigualdad y experiencias urbanas en el espacio público de la Ciudad de Buenos Aires”, in J. Marcús, J. Mansilla, M. Boy, S. Yanes & G. Aricó (eds.) *La ciudad mercancía. Turistificación, renovación urbana y políticas de control del espacio público*, Buenos Aires: Teseo Press, 201-222.
- Puricelli, V. (2017) “Nuevos sujetos en la recolección diferenciada de la basura: El ‘Programa de Promotoras Ambientales’ en la Ciudad de Buenos Aires”, *Revista Quid* 16(8): 195-208.
- Schamber, P. (2006) “Morfología del fenómeno cartonero en Buenos Aires”, in P. Chamber & G. Wilde (eds.) *Culturas, comunidades y procesos urbanos contemporáneos*, Buenos Aires: SB Editorial, 79-101.
- (2008) *De los desechos a las mercancías. Una etnografía de los cartoneros*, Buenos Aires: SB Editorial.
- Sorroche, S. (2016) “Ni ‘vagos’ ni ‘ladrones’: trabajadores cartoneros. La disputa por el reconocimiento de su actividad como un trabajo”, *Épocas. Revista de Ciencias Sociales y Crítica Cultural*, <http://revistaepocas.com.ar/ni-vagos-ni-ladrones-trabajadores-cartoneros-la-disputa-por-el-reconocimiento-de-su-actividad-como-un-trabajo/> (consulté le 10/03/2017).
- (2019) “Rompiendo la bolsa. La construcción de política ambiental desde las cooperativas cartoneras”, in M. I. Fernández Álvarez, S. Wolanski, D. Señorans, F. Pacífico, C. Pederiva, M. P. Laurens, S. Sciortino, S. Sorroche, V. Taruselli & C. Cavigliasso *Bajo sospecha. Debates Urgentes sobre las clases trabajadoras en la Argentina*, Ciudad Autónoma De Buenos Aires: Callao Cooperativa Cultural.

- Suárez, F. (1998) *“Que los recojan y arrojen fuera de la Ciudad”*. *Historia de la gestión de los residuos sólidos (las basuras) en Buenos Aires*, Los Polvorines: UNGS.
- (2001) *Actores Sociales en la Gestión de Residuos Sólidos de los Municipios de Malvinas Argentinas y José C. Paz*, mémoire de maîtrise, université de Buenos Aires.